Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 37

p.a.f. 0,60 € - **novembre 2013**

Périodique du groupe Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

C'est la concurrence et le profit qui coûtent cher, pas les travailleurs !

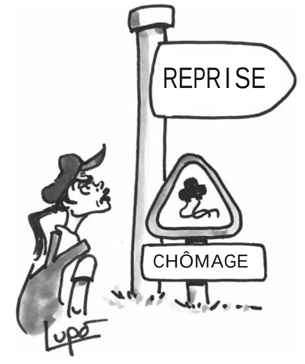
Dans les salons, ce sont les patrons qui font leur loi

Patrons et syndicats sont en train de discuter une réforme des horaires de travail. On pourrait travailler plus une semaine et moins la suivante, sous prétexte de pouvoir aménager sa vie de famille et au volontariat ! Un conte de fée pour des petits qui croiraient encore au père Noël…

Mais pourquoi alors sont-ils en train de discuter d'un nouveau contrat ¾ temps qui prévoit des semaines de 20 heures et d'autres à temps plein mais toujours payées ¾ temps ? Et pourquoi ont-ils déjà accepté d'augmenter le nombre d'heures supplémentaires légales sans récupération de 65 à 78 heures par trimestre ?

Pour que les travailleurs puissent mieux s'occuper de leurs enfants, ou plutôt pour que les patrons puissent mieux s'occuper de leurs profits?

Pour imposer des horaires et des contrats décents, on ne pourra compter que sur nos luttes, en aucun cas sur leurs négociations !



Leur reprise

Les experts de la Commission européenne ont regardé dans leur boule de cristal et y ont vu une petite croissance en 2014. Mais, comme ils se sont dépêchés de le rappeler, le chômage restera élevé.

Non, il n'y a rien à espérer d'une reprise des affaires des capitalistes. Ce sera tout au plus la reprise des profits. Pour les travailleurs, seule une reprise des luttes les aidera à défendre leurs emplois et leurs salaires.

10% pour commencer…

« La reprise est là et nos banques sont solides » assurent les ministres… mais on entend de plus en plus souvent parler de la solution préconisée par le FMI et l'OCDE d'une taxe de 10% sur l'épargne pour « consolider les banques européennes » et « rembourser la dette ». Tout le monde payerait, sauf les riches bien sur, dont l'argent est à l'abri dans les paradis fiscaux. Et les banquiers, le coeur rassuré et la conscience tranquille, pourraient inventer de nouveaux instruments de crédits fantastiques pour préparer la prochaine catastrophe.

Le carburant de « la relance »

En Belgique, un actif sur six présente les symptômes qui conduisent au burn-out. Une augmentation de 33% depuis 2009. Un constat qui touche toutes les catégories, de l'ouvrier au cadre. Les patrons ont profité de la crise et de la menace accrue sur l'emploi pour pressurer davantage les salariés jusqu'à l'épuisement, pendant que des centaines de milliers sont réduits au chômage. Les méthodes capitalistes gaspillent la force humaine, elles sont condamnées à disparaître.

Verts mensonges

104 euros. C'est ce que devra payer chaque ménage en Wallonie en 2014 pour financer le coût des "Certificats verts" promis par le gouvernement wallon pour inciter à l'installation de panneaux photovoltaïques. Au nom de la compétitivité, les entreprises ont été exonérées de cette surtaxe électrique, qui ne pèsera que sur les seuls salariés, pensionnés et sans-travail. Et on entend encore des illusionnistes, jusque dans les organisations syndicales, évoquer "les emplois durables de l'économie verte".

Les emplois durables, ce ne sont pas ceux des installateurs des panneaux solaires, au chômage, ni ceux des ouvriers licenciés par AGC à Roux. Dans les mesures de soutien aux capitalistes "verts", seules les taxes sont un résultat durable. Pour sauver les travailleurs et la planète, il faut commencer par débarquer le capitalisme.

Qui sommes nous

Pour les militants qui éditent La Voix des Travailleurs, le communisme est le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

C'est dans cette perspective, qui était celle de Marx, Lénine et Trotsky, que nous éditons le bulletin d'entreprise bimensuel La Voix des Travailleurs diffusé à l'usine Audi (VW) à Forest ainsi qu'à Durobor à Soignies.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention
à **voix.d.travailleurs@gmail.com**,
ou par téléphone au **0479-44 81 52**.
Site internet de nos camarades français:
http://www.lutte-ouvriere.org
éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs auprès de nos camarades ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Ce ne sont pas les salaires des travailleurs qui coûtent trop cher, c'est la concurrence et le profit

« La moitié des employeurs belges envisage de licencier, si le gouvernement ne prend pas des mesures pour baisser les charges salariales», a prévenu Pieter Timmermans, administrateur délégué du syndicat patronal FEB.

Comme d'habitude, le patronat fait le chantage : acceptez des baisses de salaires, des baisses de remboursements et d'indemnités de la sécurité sociale, ou on va devoir supprimer des emplois. Et comme d'habitude, ils prétendent que ce n'est pas eux, mais leurs concurrents (réels ou imaginaires) qui les y obligent.

Mais ces 30 dernières années ont montré que toutes les baisses des « charges salariales » n'ont pas empêché les patrons de licencier, ni le chômage d'augmenter, ni la précarité de s'installer.

En 1996 par exemple, le patronat a pu garder 1,3 milliards d'euros du montant qu'il aurait normalement dû verser à la sécurité sociale, par ce qu'on appelle des baisses de « charges patronales ». En fait une baisse des salaires indirects, c'est-à-dire qui ne sont pas directement versés aux travailleurs mais alimentent la sécurité sociale. 19 millions d'euros de salaires étaient payés par l'État à la place des patrons.

Ces cadeaux ont été renouvelés et augmentés chaque année et atteignent aujourd'hui près de 11 milliards ! Le « fardeau » des salaires dont les patrons se plaignent tant est donc déjà largement allégé. Cela a servi à maintenir ou augmenter les profits, pas à limiter les suppressions d'emplois.

Et il faut y ajouter les différents sauts et manipulations de l'indexation des salaires qui seraient aujourd'hui bien plus élevés sans cela. Et bien sûr toutes les réductions fiscales dont peuvent profiter les entreprises. Ainsi, les 1000 sociétés qui réalisent les plus grands profits, n'ont payé que 5 à 6% d'impôt sur leurs profits. A eux seuls, les intérêts notionnels ont permis aux sociétés une économie d'impôt de 20 milliards d'euros en 2012.

Et qu'est-ce que les capitalistes ont réussi à en faire ? Le chômage est à nouveau à la hausse, bien des usines sont fermées et livrées à la rouille, les infrastructures sont délabrées, les services publics devenus de plus en plus inefficaces. La pauvreté et la précarité ont pris des proportions scandaleuses, et cela alors qu'il n'y a jamais eu autant de milliardaires, ! Ni autant de spéculation et de moyens financiers mal utilisés.

Et ce sont ceux-là qui osent dire que les travailleurs coûtent cher ?

Non, ce n'est pas pour maintenir l'emploi que les patrons font pression dans le sens de nouvelles baisses des salaires et des cotisations sociales, mais pour augmenter leurs profits. Et pour augmenter leurs profits, ils vont aussi licencier, intensifier les rythmes de travail, etc.

Oui, il faut s'attendre à ce que les employeurs procèdent à des licenciements dans l'année qui vient, et qu'ils intensifient encore l'exploitation alors que déjà aujourd'hui, les travailleurs perdent leur santé au travail, sans pour autant toujours pouvoir boucler leurs fins de mois.

Non, nos salaires ne sont pas trop élevés ! Mais les capitalistes veulent s'enrichir davantage en exploitant davantage les travailleurs!

Il ne faut plus les laisser faire ! Il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans perte de salaire. Face à la rapacité capitaliste, il faut défendre notre peau.

Collectivement, les travailleurs peuvent être une force, car sans eux, les usines ne tournent pas, les trains ne roulent pas, le réseau électrique reste sans courant, tout s'arrête. Quant aux patrons, qui remarque leur absence ? Dans combien d'usines on produit tous les jours, sans que les actionnaires qui empochent les dividendes, y aient jamais mis les pieds ?

C'est quand la classe ouvrière relèvera la tête, quand elle s'affirmera à nouveau comme une classe consciente de ses intérêts et les défendra avec autant de détermination que les patrons défendent aujourd'hui les leurs qu'on verra les patrons ravaler leur arrogance, car ce ne sont pas eux les plus forts, ni les plus nombreux, ni les plus utiles. L'avenir est aux travailleurs, pas au profit.

Audi / VW - Forest

Moins de voitures ?
Mais pas moins d'emplois !

Comme la direction dit une fois blanc et une fois noir, les spéculations vont bon train sur le volume de la production de l'année prochaine.

Mais nous ne mangeons pas de voitures, c'est nos salaires qui remplissent le caddy et payent le loyer. Alors qu'on produise plus de voitures ou moins, il faut surtout se préparer à défendre nos emplois, salaires et conditions de travail.

De l'argent, il y en a

Dans les 9 premiers mois de 2013, le groupe Volkswagen a réalisé un profit net de 6,7 milliards d'euros. Il n'y a aucune raison que ce soient les travailleurs qui payent, si tel ou tel modèle se vend moins bien ou que les ventes baissent dans tel ou tel pays à cause de la crise !

Non au travail du samedi

Alors qu'une baisse de la production se profile à l'horizon, la direction voudrait nous faire travailler deux samedis - il y aurait un volume supplémentaire urgent…

Travailler le samedi pour être plus vite au chômage ? Seuls les patrons peuvent trouver cela logique.

Concurrence artificielle

« Nous devons être au top », répètent les chefs à toutes les réunions. Il faut être meilleur, plus productif que les usines en Hongrie ou en Espagne, sinon, la production ira là-bas.

Voilà à quoi sert la concurrence aux capitalistes : un moyen de chantage pour faire accepter toujours plus de sacrifices aux travailleurs. Et s'il n'y en a pas, ils l'inventent !

Faut changer de calculette

Et les chefs de nous faire le détail des salaires des collègues espagnols et hongrois qui « coûtent deux fois moins chers » que nous, essayant de nous faire croire que nos salaires seraient élevés.

Mais si le groupe Volkswagen-Audi a pu engranger presque 22 milliards d'euros de profits et distribuer 1,4 milliards d'euros en dividendes à ses actionnaires, c'est parce que les travailleurs dans les usines du groupe VW en Allemagne, en Espagne, en Hongrie, en Belgique, au Brésil, en Afrique du Sud, en Inde, en Chine… ont créé des richesses de leurs mains.

Alors un rapide calcul nous dit: ce sont les actionnaires qui coûtent chers… pas les travailleurs.

Durobor - Soignies

La Cause du patron

Il y a les intérimaires, que la direction prend et jette. Il y a les pré-pensionnés, que la direction jette puis reprend. Mais il y a aussi les travailleurs des ETA, dont la direction reprend l'exploitation, comme à l'époque de Durant. Ces collègues font le tri des verres à l'écart de tout contact avec les autres. Pour qu'on ne parle pas de leurs conditions de travail, du manque de toilettes, de chauffage ? C'est fou le nombre de travailleurs que la direction doit léser pour que ses actionnaires se prélassent confortablement dans le luxe.

Course au profit ne rime pas avec efficacité

De nombreux arrêts paralysent la production en Fabrication Mécanique. Il faut dire que la direction a fait déplacer et remonter la E2 … avec tous ses défauts, liés à son grand âge. Et quand les problèmes ne sont pas d'origine mécanique, c'est le manque de personnel lié au sous-effectif. Est-ce que la direction connaît le dicton: "comme on fait son lit, on se couche" ?

Des salaires corrects pour tous !

Après avoir prétendu qu'il était "impossible d'accorder des augmentations de salaires parce que Décover avait un engagement auprès des banques", la direction a accordé des augmentations de façon sélective. Le banquier n'était donc qu'un épouvantail, Décover a les moyens de rendre à tout le monde les 19%.

Quand la direction ment et cherche à diviser les ouvriers, elle fait son métier qui est de servir l'actionnaire.

Reconstruire l'unité entre les salariés, se préparer à se défendre collectivement, c'est une nécessité pour tous les travailleurs.

Sur un nuage… pollué

Pour les nouveaux clarks, la direction a choisi des moteurs à essence plutôt qu'électriques. La seule chose qui augmente de façon durable à Durobor, c'est l'encrassement de nos poumons. C'est pourtant la seule chose de valeur à protéger dans cette usine…

Carton rouge !

En plus d'enfreindre la loi sur le travail intérimaire, la direction piétine aussi celle sur le temps de travail. Les intérimaires en particulier, sont soumis à des heures supplémentaires interminables, leurs temps de repos règlementaires ne sont pas respectés, au mépris de leur santé et de leur sécurité. Il faudrait aller expliquer ensemble à la direction que ces règles servent à éviter des accidents !

« A faire »

Les actionnaires de Décover sont d'accord de faire suer des profits aux intérimaires, mais mettre à leur disposition des vestiaires, des armoires et des douches, cela ne leur traverse même pas l'esprit. A mettre sur la liste à épingler sur la cravate de Jouret.

Zen attitude

CDI ou intérimaires, nous souffrons tous du sous-effectif. Courir est la seule façon de faire le boulot et parfois, même nos pauses repas passent à l'as. Il faudrait réapprendre à se croiser les bras collectivement pour éviter le burn-out.

Ford : Les capitalistes coûtent vraiment trop cher



D'après Ford, les licenciements en Europe coûteraient plus cher qu'aux États-Unis. La Fermeture de Ford Genk aurait coûté 140 000 euros par travailleur contre 115 000 euros aux États-Unis. Après avoir répété pendant des années qu'embaucher des travailleurs coûterait trop cher, on apprend maintenant que même licenciés nous serions un fardeau insupportable pour messieurs les actionnaires.

Ce sont pourtant les travailleurs qui les ont enrichis et continuent à les enrichir par leur travail. Alors ce qui coûte cher à la société, c'est d'entretenir les capitalistes, d'autant plus quand ils ferment les usines ! Il est grand temps de faire baisser leur coût en prenant sur leurs profits en imposant l'interdiction des licenciements et des hausses des salaires !

"Incompétent" … contre les patrons

Le tribunal du Travail de Charleroi s'est "déclaré incompétent" pour éviter d'avoir à condamner Ryanair dans l'affaire qui l'oppose à 6 anciens employés. Les juges se sont justifiés en rétorquant aux travailleurs "qu'ils ne prouvaient pas suffisamment qu'ils dépendaient de l'aéroport de Charleroi"; commencer et finir sa journée de travail à cet aéroport n'étant apparemment pas une preuve suffisante.

A entendre les juges, Ryanair a donc raison d'imposer des contrats irlandais à tous ses employés pour payer moins de charges sociales et contourner les lois censées les protéger. Mais, bien que basé juridiquement en Irlande, cela n'empêche pourtant pas Ryanair d'obtenir des subsides publics des régions où sont situés les aéroports utilisés par cette compagnie.

Solvay: Mieux que le père Noël, un patron responsable!

Pour ses 150 ans, la société Solvay s'est offert une fête en grande pompe. Ministres et famille royale étaient de la partie pour encenser ce « fleuron de l'industrie Belge ». Évidemment, on n'y a pas parlé des exonérations de toutes sortes qui permettent à Solvay de ne pas payer d'impôts (0€ pour un bénéfice de 1,8 milliards en 2010) ni des restructurations en cours (dont la fermeture d'une usine au Portugal).

Finalement le vrai savoir faire de Solvay c'est surtout d'entretenir une façade « d'entreprise responsable » tout en faisant comme toutes les autres.



40 « prises d'otages » par jour à Charleroi

Les TEC de la région de Charleroi suppriment 40 voyages par jour pour gérer la pénurie de chauffeurs. La direction explique que c'est lié à une réorganisation du trafic, à des formations, à l'absentéisme… Bref, cela n'a rien à voir avec l'austérité.

Quel besoin, en effet, d'embaucher du personnel, quand on peut résoudre chaque problème en tirant encore un peu sur l'élastique ?

Incendiaires

Pendant que les enquêteurs « cherchent les causes de l'incendie » qui a détruit l'usine de confiserie Lutti à Bois d'Haine (Manage), les 200 ouvriers privés de travail savent que c'est là le résultat de la politique de la direction. Les investissements nécessaires dans l'entretien et la sécurité ont été sacrifiés aux profits des actionnaires. A présent, ces mêmes actionnaires font monter les enchères en faisant du chantage au maintien de l'activité : « Quels moyens », demande l'actionnaire Alain Carteus, « les autorités ont-elles pour nous supporter dans un éventuel projet de reprise dans le Centre ? ». En clair, comme chez Durobor, chez Duferco, NMLK, ArcelorMittal,… le Ministre Marcourt est prié d'ouvrir grandes les caisses de la Sogepa.

Si l'histoire se répète encore et encore, cela ne doit rien au hasard. Ce sont les méthodes patronales « modernes », qui pillent toute la société, les travailleurs et aussi les ressources des gouvernements. Alors, une économie gérée par les travailleurs, sans actionnaires ni patrons, ce n'est pas une utopie, mais une nécessité.

La Wallonie, terre d'accueil (for capitalists only)

La région wallonne s'est offert 4 pages de pub dans le Financial Times de Londres, un spot télé passe sur CNN...et d'autres pubs sont prévues pour attirer les patrons étrangers et leur vanter les cadeaux qui les attendent en Wallonie : les intérêts notionnels, les contrats win-win… et la Sogepa, toujours là pour eux en cas de petit souci financier…

Et c'est les chômeurs qu'on traite d'assistés ?

Un trou sans fond

La dette de la Belgique a atteint 105% du PIB, autrement dit plus d'un an de travail effectué dans le pays. Elle s'élève aujourd'hui à 397 milliards d'euros. En 2007, avant la crise bancaire, la dette s'élevait à 84% du PIB ou 284 milliards. Elle s'est donc accrue de plus de 100 milliards d'euros, et cela alors que l'État fait des milliards d'économies sur le dos de la population.

Où est passé l'argent ? Voilà une question que les travailleurs qui ont produit ces richesses devraient poser de toute urgence !

Les impôts ? Quels impôts ?

D'après le ministère des finances, le taux effectif d'impôt des sociétés était de 23% en 2012 alors qu'il est fixé légalement à 33,99%. Et depuis 10 ans, l'imposition effective des entreprises a été réduite de près d'un tiers. Et ce sont les plus grandes entreprises qui paient le moins, 5 à 6 % en moyenne, grâce aux intérêts notionnels surtout. Rien que pour 2012, les déductions au titre des intérêts notionnels ont atteint 20,4 milliards d'euros.

Voilà une piste pour réduire la dette.

Il faut choisir

424 000 enfants vivent sous le seuil de pauvreté en Belgique. Une grande partie d'entre eux souffrent « de privations matérielles graves » concernant « l'alimentation, le chauffage, les vêtements », pour ne pas parler de leur accès à la santé, à l'éducation, aux loisirs… Un scandale qui trouve son origine dans l'appétit de profit de 80 000 parasites millionnaires que compte le pays.

La loi, c'est combien ?

La banque américaine JP Morgan va payer une amende de 13 milliards $ pour éviter les poursuites judiciaires, dans des affaires liées aux crédits sub-primes. En fait, les grandes banques américaines sont coutumières de ce genre d'accords qui leur permet de violer les lois sans encourir de condamnations à la prison. Et si les montants des amendes donnent le tournis, ce n'est rien comparé aux bénéfices qu'elles engrangent.

Dans ces conditions, pourquoi les banquiers s'abstiendraient-ils de continuer à piller l'économie et de causer de nouveaux krachs ?

Bellens : tout un symbole

Didier Bellens, PDG de Belgacom, essaye depuis plusieurs mois de se faire virer par le gouvernement belge et de toucher ainsi les 2,484 millions € d'indemnités de rupture. En envoyant promener les députés des commissions parlementaires, en se moquant du premier ministre devant des tablées de patrons, Bellens ne fait que révéler devant les médias le mépris et l'arrogance de la classe capitaliste envers ses laquais du gouvernement et des partis politiques.

Une attitude que Bellens a appris par la fréquentation de grands patrons et de milliardaires, à commencer par Albert Frère pour lequel il a travaillé au sein du groupe financier GBL puis à la tête de RTL-TVI. Médias, gouvernement, entreprises publiques et privées : partout les capitalistes sont chez eux. Il ne faut pas s'étonner s'ils mettent parfois les pieds sur la table.

Les assistés, c'est eux

Albert II se plaint via la presse de ne plus recevoir que 923 000 euros par an, alors qu'il en recevait 11,5 millions lorsqu'il régnait... Et toucher 100 fois plus qu'un retraité isolé ne lui suffit pas ! Pour trouver une solution à ses problèmes, l'ancien roi aimerait notamment que l'État prenne en charge le carburant...de son yacht !

Albert II est un grand bourgeois, son arrière grand oncle, Léopold II a accumulé une fortune sur le pillage du Congo, qu'il a possédé personnellement pendant plus de 20 ans. Mais pas question pour lui de toucher aux milliards de sa fortune, mais bien à l'argent de nos impôts !

'14-'18 : le crétinisme n'est pas mort

Le 100e anniversaire du début de la première guerre mondiale, qui aura lieu l'an prochain, donne lieu à une écoeurante guéguerre de commémorations entre les autorités et les médias du Sud et du Nord du pays, principalement pour capter le flux de touristes, notamment anglais, attendu à cette occasion.

Et ces déchirements communautaires se font comme de juste, sous le noble slogan "plus jamais de guerre". Mais personne ne rappelle que cette guerre a été menée entre puissances européennes pour le partage des empires coloniaux. « 20 millions de morts pour le profit colonial ! », voilà ce que les générations futures graveront sur les monuments du souvenir de cette première boucherie mondiale du capitalisme.



Exportations d'armes: les semeurs de mort se portent bien

La Belgique est le premier exportateur d'armes européen pour le Moyen Orient avec 45% du marché et 1 milliard € de chiffre d'affaire. Combien de victimes feront ces armes en Syrie ou au Liban ? Combien de déracinés et de réfugiés?

La Belgique participe au côté des grandes puissances aux conflits de la planète et en tire profit. A ne pas oublier quand elle se déclare incapable de secourir les quelques milliers qui en réchappent.

Ce sont les revendications de la classe ouvrière qu'il faut faire entendre dans la rue !

Mercredi 23 octobre, 4000 policiers ont manifesté à Bruxelles pour demander « plus de respect » et plus de mesures répressives contre les « incivilités » à leur égard. Certes beaucoup de policiers vivent mal le rôle que le pouvoir leur fait jouer, contre la délinquance qui augmente à cause de la crise, contre les travailleurs qui s'opposent à la fermeture de leur entreprise…

Cependant, bien que les policiers manifestants fussent habillés aux couleurs syndicales, ce n'était pas une simple manifestation de salariés, mais la manifestation d'un corps de répression de l'État qui réclame plus de pouvoir.

Ce qu'ont bien compris les démagogues de droite et d'extrême-droite, bien représentés à la manifestation. Ainsi Modrikamen et l'ex-monsieur météo de RTL Trullemans qui s'était fait remarquer pour son racisme. Et le bourgmestre d'Anvers Bart de Wever qui manifestait aux côtés de « ses » policiers de Houthalen-Helchteren où il y a eu des blessés du côté policier lors d'une récente émeute suite à une intervention de la police. Ou encore les dirigeants et militants du Vlaams Belang présents avec des pancartes « sécurité pour et par la police ».

Ces partis et politiciens – dont les idées racistes sont d'ailleurs bien représentées dans la police et ont déjà fait des victimes – défendent la version la plus autoritaire de la politique patronale.

Car la répression qu'ils prônent en versant des larmes de crocodiles sur des policiers blessés est à sens unique. Ce ne sont jamais les riches qui sont face à la répression policière. Ce ne sont pas les licencieurs qui ont la police sur le dos, mais des jeunes sans aucune perspective d'emploi, d'origine immigrée ou non. Ce ne sont pas les capitalistes enrichis par la fabrication d'armes, mais les réfugiés afghans que l'État veut renvoyer dans un pays où la Belgique participe à une guerre injuste.

C'est une répression qui se dirige surtout contre les travailleurs qui ne veulent pas se laisser licencier sans se défendre. Qu'on se souvienne des militants syndicaux peints en voyous par les télévisions et trainés devant les tribunaux en vertu d'un article de loi datant du 19ème siècle, une époque où les ouvriers n'avaient même pas le droit de vote. Ou de ce jeune ouvrier qui a perdu un œil en manifestant à Strasbourg contre Mittal qui le condamne au chômage !



Un manifestant policier victime de coups de couteaux expliquait sa révolte par le fait que son collègue qui avait tiré sur l'agresseur et l'avait tué, devait aujourd'hui se justifier devant un tribunal. Mais heureusement que les policiers doivent aussi passer devant un tribunal quand ils tuent quelqu'un ! Que faudrait-il ? Un permis de tuer pour porteurs d'armes en uniforme ? Mais un tel permis serait valable aussi pour les policiers qui ont handicapé à vie un travailleur !

La société n'en deviendrait pas moins violente, au contraire !

Car la source première de la violence est la guerre de classe que la classe capitaliste mène contre les travailleurs. Les riches capitalistes qui dirigent la société sont une infime minorité. Alors, lors des crises, leur pouvoir ne tient que par la répression, grâce à une police forte, face à des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes au chômage.

Il n'y aura pas de « sécurité » tant que les travailleurs pourront se voir privés d'emploi et de salaire du jour au lendemain, par la décision d'un patron. Tant qu'on laissera agir les capitalistes à leur guise, ils imprègneront la société avec la violence d'un système qui condamne la majorité des êtres humains à la misère pour enrichir une poignée de riches.

Face à cette classe capitaliste qui n'a rien d'autre à proposer que le chômage, l'exploitation et la répression qui va avec, il est primordial que les travailleurs fassent entendre leurs propres intérêts fondamentaux, à commencer par la défense de la seule chose qu'ils possèdent dans cette société : leur emploi et leur salaire !

Il faut mettre un terme au chômage qui gangrène la société. Et la première chose à faire pour ça c'est interdire les licenciements ! Il faut partager le travail entre tous, sans perte de salaire, et réembaucher dans les services publics. Au lieu de faire payer les travailleurs, il faudra prendre sur les profits !

Voilà le choix qui s'offre aux travailleurs: continuer à laisser la classe capitaliste enfoncer la société dans le chômage, la violence et l'ambiance réactionnaire et répressive qui va avec, ou se préparer à lui opposer la force des millions de travailleurs, seule capable de la faire reculer.

Communes :

Les communes en crise



Le déficit des communes bruxelloises s'élève à 19,3 millions d'euros et cela alors qu'en 2010 elles faisaient encore un boni de 66 millions.

En Flandre, 19 communes ont déjà augmenté les taxes communales, un tiers des communes s'apprête à le faire et la moitié des communes envisagent des suppressions d'emplois, une catastrophe sociale qui pourra prendre l'ampleur des fermetures de Ford et d'ArcelorMittal réunies.

En Wallonie, la situation est à l'avenant.

Les communes rendent les services les plus essentiels à la population, comme les écoles maternelles et les crèches, les services aux personnes dans le besoin ou encore aux personnes âgées.

C'est là notamment la facture du sauvetage de Dexia. Mais ce n'est pas à la population de payer, c'est aux banques, aux grandes entreprises et à leurs actionnaires; les vrais responsables de la crise !

Zone franche pour cadeaux aux patrons

La ministre bruxelloise de l'économie et de l'emploi, Céline Fremault a décidé de créer une zone franche le long du canal à Bruxelles. Les patrons qui viendront s'y installer recevront des aides de la Région : jusqu'à 35% des investissements, 30% des salaires et une exemption d'une partie de la taxe de bureau. Et ces aides pourront être cumulées avec les aides fédérales telles qu'une exemption du précompte professionnel.

Les patrons nageront dans les cadeaux au canal de Bruxelles, mais les travailleurs ne cesseront de trinquer tant qu'ils n'inverseront pas la tendance en faisant payer les patrons.

Manque criant de places dans les écoles bruxelloises

Les ministres de la Communauté française se sont rencontrés pour régler « d'urgence » le manque de places dans les écoles primaires bruxelloises. Mais pas question de construire de nouvelles écoles, seulement des « pavillons modulaires » !

D'après l'institut bruxellois de statistique, il faut d'ici 2020 créer 21.000 places au primaire, mais aussi 9.000 places en maternelle, et 12.500 au secondaire. Et si on soustrait les places programmées, il manquera encore 1.600 places en maternelle, 7.500 en primaire et 9.000 places au secondaire.

Les ministres ne savent pas compter, encore une preuve qu'il faut refinancer l'enseignement !

La solidarité, c'est la force des travailleurs

30 tonnes de déchets déposés sous les fenêtres de la maison communale de Colfontaine : c'est ainsi que les travailleurs de l'Hygea (intercommunale de Mons-Borinage), ont marqué leur solidarité avec 32 techniciennes de surface transférées vers le privé par le bourgmestre socialiste Luciano D'Antonio.

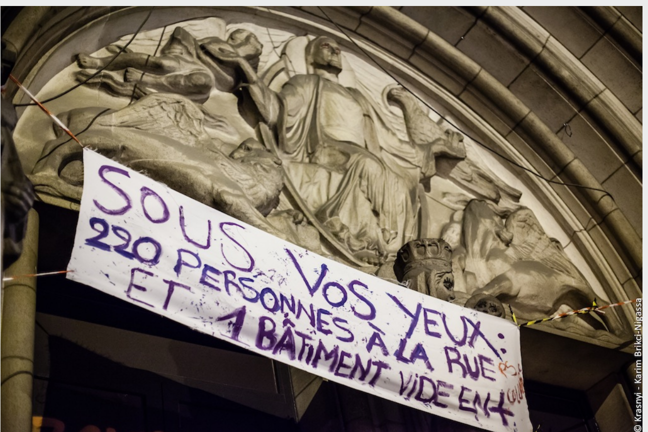
Le gouvernement a donné des milliards aux banques et il contraint les Communes à les récupérer sur le dos des travailleurs. Les ouvriers de l'Hygea ont raison de ne pas être d'accord !

Ils ont choisi leur camp.

La ville de Charleroi a perdu 36 millions € en 2012 dans l'affaire Dexia. Pour compenser ces pertes, elle a augmenté le précompte immobilier de 4 millions € et les taxes communales de 500 000 €. En 2013 la taxe poubelle a encore augmenté de 28% et pour être sûre de percevoir jusqu'au dernier centime, la ville a envoyé 27 000 mises en demeures à ceux qui tardaient à payer.

Comme le gouvernement, les communes mènent la guerre à la population, avec l'administration, les juges et la police, pour nous faire payer à la place des banquiers et des actionnaires.

Quand le bourgmestre de Saint Josse tente de résoudre la crise du logement à la matraque.



On a vu à la télé, l'expulsion de dizaines de familles de l'église du Gesù à Bruxelles, à grand renfort de policiers armés de matraques, boucliers et casques, et des mères sorties menottées devant leurs enfants. Ceux qui avaient des papiers ont été envoyés dans les refuges pour SDF jusqu'au 15 novembre et après c'est l'incertitude et probablement d'autres logements insalubres.

Émir Kir, le bourgmestre PS a justifié l'expulsion en disant que ce squat était une zone de non-droit et que la commune ne contrôlait pas qui y habitait.

La même semaine le PS bruxellois devait expliquer pourquoi la présidente du Samu social Pascale Peraita bénéficiait d'un logement du CPAS malgré son revenu de 190 000 € brut par an, logement pour lequel la ville de Bruxelles avait perçu des aides en tant que "logement à loyer modéré". Mais dans ce cas il n'y avait pas la même urgence, le président du CPAS lui donnait 2 ans pour trouver un autre logement !

Combien de logements laissés vides par des sociétés immobilières, ou peu occupés par des gens qui en ont déjà plusieurs, voilà ce que la population devra contrôler pour commencer à résoudre la crise du logement.